

[Text]

funds elsewhere. My thought was—and I am not going to indicate which provincial government, but I had come from one, I had come from one province elsewhere than Ontario—my thought was that I might be able to encourage some provinces of Canada to engage this activity. The board encouraged me to make preliminary contact in that respect. After a session of the Cabinet committee, Mr. Chairman, for which this document was prepared, I made the suggestion in a formal sense. The Cabinet committee approved the idea. I have been in informal contact with that provincial government and am now awaiting further response to pursue it.

Some honourable members may remember that when the bill to create IDRC went to Parliament, it was to create:

The International Development Research Centre of Canada.

In committee, largely opposition members said that this was too chauvinistic an approach and the words "of Canada" should be taken out of the title, and thus it came out as IDRC. I have long felt, prior to my association with the Centre, that the high regard in which Canada is held abroad would be an asset to IDRC and not detrimental. At my first meeting with the board of governors after they had selected me, only a day after my appointment, I raised this issue with them and was greeted very positively by the non-Canadian members encouraging me to associate the word "Canada" with the Centre. I cannot change an act of Parliament, I cannot change our logo, but I have given instructions that whenever the logo appears on our documents, it just happens to be over the word "Canada". This takes place everywhere in the world now, on our documents, on letterheads, on door plates and the like. So, with respect to funding, my intention is initially to pursue Canadian sources. I would hope we could continue to have this an all Canadian funded organization. As a Canadian, I am very proud it and I hope that most Canadians would be as well.

Question number four, training. We attempt in every one of our project grants to include what we call a training component. In some instances, this is a pre-project training component, sometimes on-the-job, sometimes postproject. The emphasis that I mentioned in my opening remarks to the enhancement of indigenous research competence requires us not only to give opportunity to competent researchers abroad to become more competent but as well to increase the numbers of persons in developing countries who are able to engage in actual research.

• 1625

Sometimes these research grants bring scientists from developing countries to Canada, sometimes elsewhere. We use third-country training where necessary. What we are now about to embark on in what I think is an exciting new program is to take persons who have had postgraduate training in sciences in Canadian universities and feed to them specifically prepared simple kinds of research activity abroad so that they can actually come to grips in the field with research,

[Translation]

et je ne vous dirai pas de quel gouvernement provincial il s'agit, réussir à encourager certaines provinces du Canada à s'engager dans ce genre d'activité. Le conseil m'a alors recommandé d'établir des contacts dans ce sens. A la suite d'une réunion du comité du Cabinet pour lequel ce document avait été préparé, j'en ai fait la suggestion de façon officielle. Le comité l'a approuvée. Depuis, j'ai établi des contacts officiels avec le gouvernement provincial en question, et j'attends maintenant sa réponse.

Certains d'entre vous se souviennent sans doute que le projet de loi créant le CRDI avait pour objet de mettre sur pied:

le Centre de recherches du Canada pour le développement international.

En Comité, beaucoup de députés de l'Opposition avaient critiqué la connotation chauvine de ce titre et avaient réclamé la suppression des termes «du Canada». C'est ainsi que le Centre est devenu le CRDI. J'ai toujours pensé, même avant de devenir président du Centre, que l'excellente réputation dont le Canada jouit à l'étranger serait un atout pour le CRDI et non pas un désavantage. J'ai justement soulevé cette question lors de ma première rencontre avec le Conseil des gouverneurs, le lendemain de ma nomination, et les membres étrangers du Conseil étaient tout à fait d'accord avec moi pour associer le mot «Canada» au Centre. Je ne peux pas modifier une loi du Parlement, je ne peux pas changer notre emblème, mais j'ai ordonné que chaque fois que cet emblème figure sur nos documents, ce soit juste au-dessus du mot «Canada». C'est donc aujourd'hui la pratique courante pour tous nos documents, entêtes, plaques d'identification, etc. En ce qui concerne le financement, j'ai d'abord l'intention de continuer à m'adresser à des sources canadiennes exclusivement, aussi longtemps que cela est possible. En tant que Canadien, je suis très fier de notre Centre, et j'espère que la plupart des Canadiens le sont aussi.

Passons maintenant à la question numéro 4 qui concerne la formation. Chaque fois que nous accordons une subvention pour un projet, nous essayons d'y inclure un programme de formation. Il s'agit parfois de programmes de formation préalable, d'autres fois de formation sur le tas, ou encore de formation à posteriori. Au début de la séance, j'ai indiqué que notre rôle essentiel consistait à mettre en valeur le potentiel de recherche du pays en voie de développement; dans cette optique, nous devons, non seulement permettre à des chercheurs compétents à l'étranger d'accroître leur compétence, mais aussi augmenter le nombre de ceux qui, dans les pays en voie de développement, peuvent faire de la recherche vraie.

Les subventions à la recherche que nous accordons permettent à des chercheurs des pays en voie de développement soit de venir au Canada, soit d'aller ailleurs, lorsque cela est nécessaire. Nous allons bientôt commencer un nouveau programme très excitant puisqu'il s'agit d'envoyer à l'étranger des diplômés des universités canadiennes et de leur confier des travaux de recherche simples particulièrement bien adaptés aux besoins de l'endroit où ils sont envoyés, ce qui est bien sûr